

DEVELOPPEMENT AUTOCENTRE

Cette expression dont un synonyme est "développement endogène" désigne le caractère spécifique du procès d'accumulation du capital dans les centres capitalistes et détermine les modalités du développement économique qui en résulte, à savoir qu'il est commandé principalement par la dynamique des rapports sociaux internes, renforcée par des relations extérieures mises à son service. Dans les périphéries par contre le procès de l'accumulation du capital est principalement dérivé de l'évolution des centres, greffé sur celle-ci, en quelque sorte "dépendant".

Le développement autocentré suppose donc ce qu'on peut appeler une maîtrise des cinq conditions essentielles de l'accumulation :

- la maîtrise locale de la reproduction de la force de travail (ce qui suppose à un premier stade que la politique d'Etat assure un développement agricole capable de dégager des surplus vivriers en quantités suffisantes et à des prix compatibles avec les exigences de la rentabilité du capital, et à un second stade que la production en masse de biens salariaux puisse suivre simultanément l'expansion du capital et celle de la masse salariale) ;
- la maîtrise locale de la centralisation du surplus (ce qui suppose non seulement l'existence formelle d'institutions financières nationales mais encore leur autonomie relative par rapport aux flux du capital transnational) garantissant la capacité nationale à en orienter l'investissement ;
- la maîtrise locale du marché (largement réservé en fait à la production nationale, même en l'absence de fortes protections tarifaires ou autres) et la capacité complémentaire d'être compétitif sur le marché mondial, au moins sélectivement ;
- la maîtrise locale des ressources naturelles (qui suppose au-delà de leur propriété formelle, la capacité de l'Etat national de les exploiter ou de les garder en réserve ; en ce sens les pays pétroliers qui ne sont pas libres en fait de "fermer le robinet" - s'ils venaient à préférer garder ce pétrole dans leur sous-sol plutôt que de posséder des avoirs financiers dont on pourra à tout moment les exproprier - n'ont pas cette maîtrise) ;
- enfin la maîtrise locale des technologies en ce sens que, inventées localement ou importées, celle-ci peuvent être reproduites rapidement sans qu'on soit contraint indéfiniment d'en importer les inputs essentiels (équipements, savoir-faire, etc.).

L'Etat et la bourgeoisie qui contrôlent ces cinq éléments de la reproduction sociale méritent - et méritent seuls - d'être qualifiés de bourgeoisie et d'Etats nationaux.

Le concept de développement autocentré, auquel on pourrait opposer le concept antinomique de développement dépendant (produit par l'ajustement unilatéral aux tendances dominantes qui commandent le déploiement du capitalisme à l'échelle mondiale) n'est pas réductible à l'antinomie stratégies de substitution d'importations/stratégies orientées par l'exportation. Ces deux derniers concepts relèvent de l'économie vulgaire qui ignore que les stratégies économiques sont toujours mises en œuvre par des blocs sociaux hégémoniques à travers lesquels s'expriment les intérêts dominants la société du moment. Au demeurant, même dans le cadre de l'économie vulgaire toutes les stratégies mises en œuvre dans le monde réel combinent la substitution d'importation et l'orientation exportatrice, dans des proportions variables selon les conjonctures du moment.

La dynamique du modèle du développement autocentré est fondée sur une articulation majeure, celle qui met en relation d'interdépendance étroite la croissance de la production de biens de production et celle de la production de biens de consommation de masse. Les économies autocentrées ne sont pas fermées sur elles même ; au contraire elles sont agressivement ouvertes dans ce sens qu'elles façonnent, par leur potentiel d'exportation, le système mondial dans sa globalité. A cette articulation correspond un rapport social dont les termes majeurs sont constitués par les deux blocs fondamentaux du système : la bourgeoisie nationale et le monde du travail. La dynamique du capitaliste périphérique - l'antinomie du capitalisme central autocentré par définition - est fondée par contre sur une autre articulation principale qui met en relation la capacité d'exportation d'une part et la consommation -

importée ou produite localement par substitution d'importation - d'une minorité d'autre part. Ce modèle définit la nature compradore - par opposition à nationale - des bourgeoisies de la périphérie.

La mondialisation qui semble s'imposer à travers le redéploiement du capitalisme contemporain abolit-elle le contraste "développement autocentré"/développement périphérique au profit d'une nouvelle forme de développement globalisé ?

Le ralliement de la grande majorité des classes dirigeantes du monde au projet de globalisation néolibérale est-il l'indicateur qu'il n'y a plus de "capital national" (et donc de bourgeoisies nationales), que la dimension dominante du capital, la plus dynamique, est déjà transnationale ("globalisée") ? Cette thèse, présentée dans une littérature abondante sur le sujet, est au centre de controverses. En tout état de cause, même s'il en était ainsi, le capital transnational en question resterait l'apanage de la triade, excluant de son club fermé les pays de l'Est et du Sud. Ici nous n'aurions plus affaire qu'à des bourgeoisies compradore, c'est à dire à des courroies de transmission de la domination du capital transnational de la triade. C'est bien ce que nous avons en place à l'heure actuelle ; et cette image s'impose d'évidence pour beaucoup de pays sinon tous. Mais encore une fois est-ce là l'indicateur d'une transformation durable ? Dans ce cas le "monde nouveau" ne serait qu'une étape nouvelle d'une expansion impérialiste ancienne c'est à dire polarisante à un degré encore plus violent qu'elle ne l'a été aux étapes précédentes. Cela sera-t-il acceptable et accepté, non seulement par les classes dominées qui seraient les victimes d'une paupérisation massive aggravée, mais même pour des fractions au moins des classes dirigeantes ou de forces sociales et politiques qui aspirent à le devenir.

Bibliographie

Samir Amin, Is an endogenous development strategy possible in Africa ?
In, K. Patel and M. Nerfin (ed.), World economy in transition, Pergamon 1986.

SELF RELIANCE

La thèse selon laquelle la contradiction centre/périphérie serait immanente à la logique de l'expansion capitaliste appelle une conclusion politique. Si la formation d'un Etat national bourgeois et la construction d'une économie capitaliste autocentrée sont impossibles à la périphérie, une voie différente de développement s'impose. L'option en faveur d'une stratégie dite de "self reliance" (compter sur ses propres forces), dont un synonyme est également stratégie de "déconnexion" (réduire sa dépendance à l'égard du système mondial), s'inscrit en réponse à ce défi. Le terme de "self reliance" a été introduit par J. Nyerere à l'occasion de l'option socialiste de la Tanzanie (Congrès d'Arusha, 1967).

Le concept de self reliance (déconnexion) est un principe directeur proposé pour une stratégie de libération et de progrès dans une perspective socialiste. Ce principe dérive logiquement de la critique du capitalisme réellement existant. Il constitue une condition incontournable de la réponse que la polarisation immanente à l'expansion mondiale du capitalisme impose aux classes populaires victimes de cette expansion dans les différentes régions du monde. La self reliance est donc un élément constituant nécessaire dans toute stratégie socialiste considérée dans la perspective mondiale d'une transition longue. Car si le capitalisme a créé les bases d'une économie et d'une société planétaires, il est incapable de mener jusqu'à son terme la logique de la mondialisation. Le socialisme, conçu comme un stade qualitativement supérieur de l'humanité, ne peut être, de ce fait, qu'universel. Mais sa construction passe par une très longue transition historique dans laquelle s'impose une stratégie de négation contradictoire de la mondialisation capitaliste, c'est à dire une stratégie de self reliance.

Dans son principe général la déconnexion impose de distinguer la loi de la valeur de la forme spécifique que représente la loi de la valeur mondialisée. Le capitalisme mondial n'est pas gouverné par la loi de la valeur tout court (celle qui fonde le mode de production capitaliste envisagé dans sa

plus grande abstraction) ; il est gouverné par la loi de la valeur mondialisée (la forme de la loi de la valeur qui procède du marché mondial bidimensionnel réduit à l'échange des marchandises et aux mouvements du capital, à l'exclusion de ceux de la force de travail). La loi de la valeur tout court impliquerait que les rémunérations du travail soient partout, à travers le monde égales à productivité égale. La loi de la valeur mondialisée produit des rémunérations du travail inégales à productivité égale, tandis que les prix des marchandises et les rémunérations du capital tendent à s'égaliser à l'échelle mondiale. La polarisation est le produit de cette situation. La stratégie de la longue transition au socialisme mondial implique donc une déconnexion du système des critères de la rationalité des choix économiques par rapport au système des critères dérivés de la soumission à la loi de la valeur mondialisée.

Self reliance (déconnexion) n'est pas synonyme d'autarcie. C'est un raccourci pour une longue périphrase qui pourrait être formulée comme suit : "soumettre ses relations avec l'extérieur aux exigences d'une logique interne de transformation sociale progressiste et non l'inverse, qui consiste à s'ajuster aux possibilités offertes par l'évolution du système capitaliste global". En ce sens l'expression de self reliance est exactement antinomique de celle de "l'ajustement structurel" imposé au cours des dernières décennies, qui est un ajustement unilatéral (celui des périphéries à l'exclusion des centres). La stratégie de self reliance vise à contraindre les centres à s'ajuster à leur tour aux exigences du développement des périphéries.

La vague de libération nationale qui a balayé le tiers monde dans l'après seconde guerre mondiale s'est soldée par la constitution de nouveaux pouvoirs d'Etat qui ont produit des projets de "développement" conçus comme des stratégies de modernisation visant à assurer "l'indépendance dans l'interdépendance mondiale". L'histoire devait démontrer le caractère utopique du projet, qui, après s'être déployé avec succès en apparence entre 1955 et 1975, s'est essoufflé conduisant à la recompradorisation des économies et des sociétés de la périphérie, imposée par le moyen des politiques dites "d'ouverture", de privatisation et d'ajustement structurel unilatéral aux contraintes de la mondialisation capitaliste.

Dans sa traduction en termes de stratégie politique et sociale, la self reliance s'inscrit dans la perspective incontournable de la construction d'une société nationale populaire, associée à celle d'une économie nationale autocentrée. Cette construction est contradictoire car elle associe des critères et des modes d'opération de nature capitaliste à des aspirations et des réformes sociales en conflit avec la logique du capitalisme mondial, comme elle associe une certaine ouverture extérieure (contrôlée autant que possible) et la protection des exigences des transformations sociales progressistes. Les bourgeoisies périphériques, par leur nature historique, inscrivent leurs visions et aspirations dans la perspective du capitalisme mondial réellement existant et, bon gré mal gré, soumettent leurs stratégies aux contraintes de l'expansion mondiale du capitalisme. Elles sont par nature compradore, c'est à dire qu'elles se comportent comme les courroies de transmission de la domination du capital transnational. C'est pourquoi elles ne peuvent pas réellement envisager la self reliance. Celle-ci, par contre, s'impose aux classes populaires dès lors qu'elles tentent d'utiliser le pouvoir politique pour transformer leurs conditions et se libérer des conséquences inhumaines qui leur sont faites par l'expansion mondiale polarisante du capitalisme.

Depuis trois quarts de siècle la question de la déconnexion est posée pratiquement par toutes les grandes révolutions populaires contre le capitalisme réellement existant : dans les révolutions socialistes comme dans les mouvements de libération des peuples du tiers monde. Cela étant, les réponses historiques qui ont été données à cette question ont été déterminées et limitées par celles qui ont été données aux autres aspects de la problématique du développement des forces productives, de la libération nationale, du progrès social, de la démocratisation de la société. En même temps, et parce que le capitalisme se transforme, et s'adapte aux défis que représentent pour lui les révoltes des peuples, les termes et conditions dans lesquels se posent la question de la self reliance sont eux même l'objet d'une évolution permanente. La déconnexion ne saurait donc jamais être réduite à des formules toutes prêtes valables pour toutes les situations et tous les moments de l'évolution historique.

L'approfondissement de la contrainte de mondialisation impose désormais la construction de grands ensembles régionaux, particulièrement dans les espaces périphériques et la mise en place préférentielle et prioritaire dans ces cadres des moyens de préparer la modernisation à l'échelle mondiale et d'en transformer la nature, la libérant progressivement des critères étroits du capitalisme. Cette construction exige à son tour qu'on dépasse les limites des arrangements strictement économiques pour amorcer la construction de communautés politiques confédérales, fondement d'un monde pluricentrique. Bien entendu la déconnexion à cette échelle implique l'articulation négociée des relations entre les grandes régions considérées, tant au plan des échanges et de la détermination de leurs termes, du contrôle et de l'utilisation des ressources, qu'à celui des finances et de la sécurité politique et militaire. Elle imposerait donc une reconstruction du système politique international, se libérant des hégémonismes pour s'engager dans la voie du pluricentrisme.

Bibliographie

Samir Amin, La déconnexion, La Découverte 1985.

(in English), Delinking, Zed 1990.

Amin, Mandaza, Chitala (ed.), SADCC, Perspectives of disengagement and development in Southern Africa, Zed 1987.

Samir Amin, Impérialisme et sous développement en Afrique, Economica 1988.